
À quoi sert le commerce du carbone ?

En tant que président de l'European Climate Exchange, Patrick Birley doit savoir de quoi il parle quand il dit que près de 95 pour cent des échanges de carbone du monde se font par l'intermédiaire de cette entité. Donc, quand il parle des marchés du carbone, nous ferions bien de l'écouter.

Voici ce qu'il dit sur l'échange de carbone : « Il ne diminue même pas d'une tonne le volume de carbone qui part dans l'atmosphère. Rien à voir avec cela. Ce qui compte, c'est le 'plafond'. Le 'plafonnement' est le mécanisme qui fait que le volume de carbone libéré dans l'atmosphère diminue à long terme ».

Celui qui n'est pas un anarchiste anti-marché ni anti-mondialisation. C'est le président de l'European Climate Exchange qui, en novembre 2009, participait à un événement organisé en Irlande par l'Institut des affaires internationales et européennes. Or, si l'échange de carbone ne fait pas diminuer les émissions de carbone, à quoi sert-il ?

Malheureusement, l'exposé de Birley a été plutôt vague sur ce point. « Certains y gagnent de l'argent, d'autres en perdent », a-t-il expliqué. Bien entendu, il est parmi ceux qui y gagnent. « Il est certain que nous sommes une compagnie à but lucratif qui vise à faire obtenir à ses actionnaires le plus de bénéfices possibles, et cela ne me gêne pas du tout ».

Mais l'échange de carbone ne concerne pas seulement les bénéfices économiques. Après avoir répété que son entreprise ne fait rien pour réduire le volume de carbone qui est libéré dans l'atmosphère, Birley a dit : « Nous aidons ceux qui réduisent leurs émissions à gérer les risques associés ».

Sur une des diapositives présentées, intitulée « Qui constitue le marché ? », Birley énumère quatre groupes : les 'hedgers', les investisseurs, les arbitragistes et les spéculateurs. Vous rappelez-vous le problème des 'subprimes' ? N'avait-il pas été provoqué précisément par ces groupes qui gèrent les risques des autres avec l'argent des autres ?

Au début de cette année, j'ai interviewé [Jeff Horowitz](#), fondateur de l'organisation états-unienne Avoided Deforestation Partners qui lutte pour faire inclure dans la législation climatique des États-Unis les compensations provenant du carbone forestier. J'ai demandé à Horowitz pourquoi il était favorable à l'échange de crédits de carbone forestier, alors que ceux-ci ne réduisent pas les émissions. En cinq longs paragraphes, tout ce qu'il a dit pour répondre à ma question est que « sans la capacité de produire des compensations REDD crédibles et solides en termes d'environnement, les objectifs de réduction que les décideurs pourraient se fixer seraient considérablement plus bas ». Patrick Birley espère aussi que l'échange de carbone « permettra à l'industrie d'accepter un plafond plus bas ».

Or, en matière de plafonnement rien ne semble appuyer cet argument. Pendant le fiasco des négociations climatiques de l'ONU à Copenhague à la fin de l'année dernière, les États-Unis et quelques autres pays ont présenté au monde l'Accord de Copenhague. L'accord mentionne le

système REDD mais ses auteurs ont pris le piètre plafond du Protocole de Kyoto et l'ont criblé de trous au point de le rendre méconnaissable en tant que tel. Une analyse de l'Institut de Potsdam de recherches sur l'impact climatique, [publiée](#) dans le Journal Nature du mois d'avril, conclut que « Les engagements actuels des pays en matière de réduction des émissions, dont s'accompagne l'Accord de Copenhague, ne limiteront pas le réchauffement planétaire à deux degrés Celsius. En fait, ils impliquent que la température mondiale moyenne augmentera de plus de trois degrés Celsius au cours du siècle ».

Les industries polluantes sont, parfois, très honnêtes quant aux raisons qu'elles ont de défendre l'échange de carbone. American Electric Power (AEP) est le plus grand consommateur de charbon des États-Unis. En 2008, Diane Fitzgerald, directrice générale de l'environnement et la sécurité, a expliqué au magazine [Time](#) : « Nous allons comparer les compensations forestières à des projets tels que l'énergie renouvelable et nous prendrons la meilleure décision financière ».

Un an plus tard, Michael G. Morris, président de l'AEP, a dit au [Washington Post](#) : « Quand Greenpeace dit que la seule raison pour laquelle American Electric Power veut faire ceci c'est qu'elle ne veut pas fermer ses centrales au charbon, ma réponse est oui, bien entendu, parce que nos centrales au charbon sont d'un rapport coût-bénéfice très bon pour nos clients ». L'industrie veut qu'il y ait des échanges de carbone pour n'avoir pas à réduire ses émissions. En outre, en achetant des crédits-carbone les industries polluantes peuvent donner l'illusion qu'elles font quelque chose.

Il est prévu que ce marché d'un produit que personne ne peut voir atteindra trois milliards de dollars d'ici 2020... à moins qu'il ne s'effondre tout à fait avant cette date. La [fraude](#) de sept milliards de dollars récemment découverte dans l'UE montre à quel point le crime organisé a la possibilité d'y être impliqué. L'échange de carbone ne va pas réduire les émissions mais il permettra à l'industrie de maintenir des technologies polluantes.

Si on parvenait à réduire vraiment les émissions, à cesser de chercher de nouveaux gisements de combustibles fossiles, à ne plus construire de centrales électriques fonctionnant au charbon et à se tourner vers la production d'énergie renouvelable, le commerce du carbone deviendrait peut-être une activité sans importance. Or, aucune de ces trois choses ne se produit et le marché du carbone permet à l'industrie de continuer à fonctionner comme si de rien n'était. C'est à cela, et à gagner de l'argent, que sert l'échange de carbone.

Chris Lang, <http://chrislang.org>